

Conseil départemental de la Manche
Groupe des élus socialistes et républicains – *notre Manche*

Séance plénière du 4 décembre 2020

OUVERTURE DE SESSION

Anna PIC

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-Octeville 1
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Nous aurions pu ne pas en parler, garder un silence poli... Non, nous ne pouvons pas ne pas en parler. Cela fait maintenant quelques semaines que nous sommes collectivement sommés de répondre de méthodes et de pratiques qui ont eu cours trop longtemps dans cette maison.

A maintes reprises, que ce soit en plénière, en commission permanente, en commissions ou en groupes de travail, nous n'avons cessé d'alerter sur le fait qu'il ne nous paraissait normal que, sous couvert d'attractivité et de communication, notre collectivité s'engage hors du cadre des politiques départementales. Ces dernières années, les montants engagés sont devenus de plus en plus importants, des dizaines voire plus d'une centaine de milliers d'euros, avec, régulièrement des « rallonges » sur les sommes initialement prévues.

Si nous prenons l'exemple des demoiselles de la Manche, notre prédécesseure, Christine Lecoq, vous interrogeait déjà, en 2014, sur cette manifestation. Il aura fallu 6 ans, 6 ans d'interventions, de questionnements, d'exigences et d'interpellation mais surtout il aura fallu être au pied du mur pour que vous acceptiez de mettre en place un peu de transparence.

Dans ce département, il semble qu'il y ait des choses que notre collectivité ne veuille pas admettre. Le monde change. Il a changé, il changera et nous sommes confrontés à des nouveaux défis. La crise démocratique

n'est pas tout à fait une actualité récente. Elle est là. Cela a été dit à de nombreuses reprises dans cette assemblée. Il nous faut rétablir la confiance. Nous, élus, nous devons répondre de notre action, être en capacité d'argumenter et d'explicitier les choix que nous avons fait au nom des citoyens. La confiance dans nos institutions passe par la transparence de l'action publique. Vous m'avez dit souhaiter mettre en place les outils de la transparence ; tant mieux. Il était temps. Nous siégerons au comité stratégique. Mais, comme on dit, il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour. Alors nous y resterons si ce changement est réel.

Notre capacité d'adaptation, notre capacité à répondre aux différentes crises, nous aurions aimé en voir les différents leviers dans les orientations budgétaires que vous mettez en débat aujourd'hui.

Depuis 6 mois, la France entière parle de la France d'après. Les plans de relances nationaux et européens tentent, imparfaitement et timidement certes, de prendre en compte ces grands enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Et bien la Manche sera encore cette année, la France d'avant. Où sont les grands objectifs vers lesquels vous nous conduisez ? Comment allons-nous contribuer à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 ? Comment allez-vous contribuer à renforcer les atouts de notre territoire ?

Nous, comme nos concitoyens, nous avons beaucoup de questions parce que nous avons beaucoup d'attentes.

La première de ces questions est : Comment le département, chef de file des solidarités, des cohésions sociales et territoriales va-t-il répondre aux crises, démocratiques, sociales et environnementales qui sont là et qu'on nous annonce plus prégnantes encore demain ?

Rien dans ces orientations budgétaires ne nous indique une prise de conscience majeure. Les projets sont les mêmes. Ils ne sont pas justifiés outre mesure par les enjeux que je viens de décrire.

Crise Sanitaire, crise démocratique, crise écologique, crise sociale, crise de l'emploi ? Où est le plan de relance de la Manche ?

Nous y reviendrons, mais les éléments financiers que vous donnez ne sont pas mauvais. Nos recettes sont encore en hausse. Nous avons donc des leviers et nous aurions pu avoir des ambitions.

Pour finir, nous voulions aborder un autre sujet. Pas si éloigné de tout ce que je viens de vous dire. Il s'agit là aussi de changement de méthode.

Comme nous, vous avez été interpellé par un collectif citoyen concernant l'axe St-Lo/Coutances et tout particulièrement le contournement de St Gilles. Vous le savez, nous sommes loin d'être opposés aux infrastructures routières. Nous vous parlons du contournement sud-ouest de Cherbourg-en-Cotentin depuis notre première assemblée en 2015. Mais pouvons-nous continuer d'imaginer le débat public et la concertation autour d'un projet de route nouvelle comme il y a 20 ou 30 ans ? Surtout quand ce projet touche une zone qui a déjà bien donné à l'aménagement routier. Nous avons été interpellés et notre réponse c'est le minimum légal en matière de concertation et le passage en force. Soyons exigeants avec nous-même. Assumons la discussion. Redonner des couleurs et de la force à la politique c'est accepter le débat contradictoire et la co-construction des projets qui transforment le paysage et le quotidien des citoyens. Nous vous demandons d'oser prendre plus de temps pour ce tronçon particulier du contournement de St Gilles et d'élaborer une méthode de dialogue et de construction de projet qui permette aux habitants de ne pas se sentir dépossédés de leur territoire.

Vous nous proposez la Manche d'avant, nous souhaitons une Manche qui s'engage résolument pour plus de transparence, qui dialogue avec ses citoyens, une Manche qui investit sur la transition écologique et qui recherche le chemin de la neutralité carbone, une Manche qui envisage ses politiques de solidarité comme l'investissement le plus rentable pour l'avenir ; nous souhaitons la Manche d'après, une Manche d'avenir.